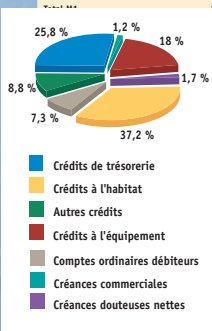




## Bulletin trimestriel

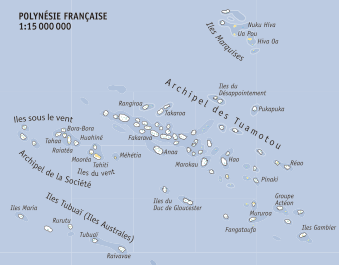
# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 134 - Statistiques au 31/03/2008

POLYNÉSIE FRANÇAISE  
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

## Sommaire

<b>Synthèse</b>	<b>4</b>
<b>Annexes</b>	<b>7</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>7</b>
<b>1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>8</b>
1.1 La masse monétaire	8
1.2 La circulation fiduciaire	8
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	9
<b>2. Les avoirs financiers des agents économiques</b>	<b>10</b>
2.1 Les avoirs des ménages	11
2.2 Les avoirs des sociétés	12
2.3 Les avoirs par nature	13
<b>3. L'endettement des agents économiques</b>	<b>14</b>
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
<b>4. Le financement des crédits bancaires</b>	<b>20</b>
4.1 L'équilibre emplois- ressources	20
4.2 Le réescompte	20
<b>5. Les engagements sectoriels</b>	<b>20</b>
<b>6. Les indicateurs de vulnérabilité</b>	<b>21</b>
6.1 Les indicateurs globaux	21
6.2 La vulnérabilité des ménages	21
6.3 La vulnérabilité des entreprises	22
<b>7. Les échanges de valeurs</b>	<b>22</b>
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>23</b>
8.1 Les taux règlementés	23
8.2 Les principaux taux de marché	23
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	23
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	23
8.5 Taux de l'usure	23

## Synthèse

### Evolution monétaire et financière internationale

Les effets de la crise des subprimes continuent de peser sur la situation financière des banques. Les annonces de dépréciation d'actifs et de pertes se sont poursuivies tout au long du premier trimestre 2008, conduisant certains établissements de crédit à réaliser ou programmer d'importantes recapitalisations.

Les risques de faillite d'établissements financiers majeurs ont conduit la FED, puis la Banque d'Angleterre, à annoncer des plans d'urgence visant à faciliter le refinancement des banques. Ces mesures exceptionnelles sont venues en complément de décisions de baisse des taux d'intérêt directeurs.

Ainsi, depuis le début de la crise des subprimes, en juin 2007, la Réserve Fédérale américaine (FED) a baissé de 3,25 points son principal taux directeur, le ramenant à 2 % le 30 avril 2008. Le taux de refinancement principal de la Banque d'Angleterre a été revu à trois reprises à la baisse depuis juillet 2007 pour s'établir à 5 % le 10 avril 2008.

De son côté, la Banque Centrale Européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés depuis juin 2007, du fait de la persistance de tensions inflationnistes et de risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

Dans ce contexte financier dégradé, les banques centrales doivent mener des arbitrages délicats en matière de politique monétaire, qui tiennent compte d'un environnement économique peu propice, marqué par la résurgence de l'inflation, en particulier avec la flambée du cours du pétrole et des produits alimentaires, et par la baisse du dollar américain. En un peu plus de sept ans, le taux de change de l'euro a progressé de près de 100 % et a même dépassé le seuil de 1,60 dollar en avril 2008.

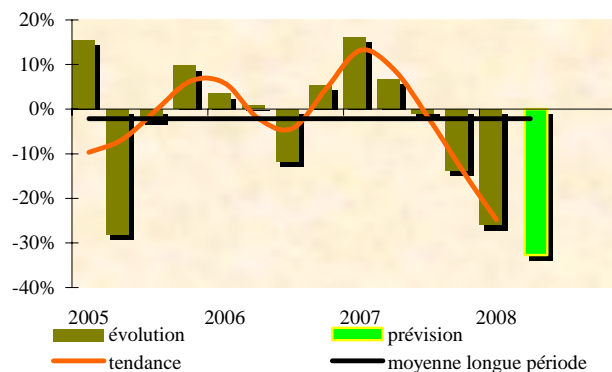
### Une conjoncture économique polynésienne au ralenti et marquée par la hausse des prix...

En Polynésie française, la poussée inflationniste s'est confirmée en ce début d'année 2008. En avril, l'indice des prix à la consommation s'est inscrit en hausse de 2,6 % en rythme annuel, dans le sillage des produits alimentaires (+ 4,7 %) et des services (+ 3,6 %).

La baisse de leur pouvoir d'achat conduit les ménages à freiner leurs velléités de consommation. L'évolution du marché automobile traduit cette inquiétude : les ventes de voitures neuves ont baissé de 8,6 % en glissement annuel et celles des véhicules d'occasion ont stagné. Quant aux importations de biens d'équipement ménagers et de produits alimentaires, elles se sont contractées respectivement de 7,5 % et de 0,5 %. Cette situation ne devrait pas s'arranger à la suite des ajustements à la hausse des prix administrés (pain, essence à la pompe, électricité).

Les dirigeants d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture ont témoigné d'un certain pessimisme à l'égard de la situation économique présente et sur son évolution à court terme, mettant en exergue le ralentissement de leur activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2008.

### Enquête 2005-2008 - Activité tous secteurs



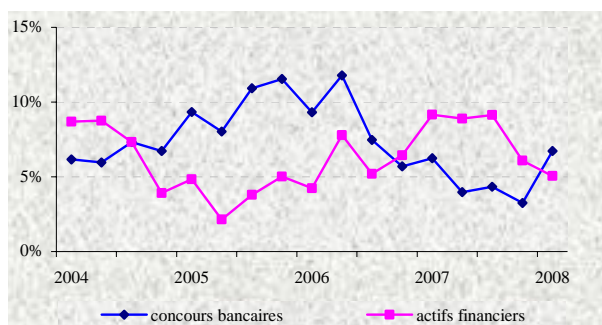
Malgré cela, l'investissement des entreprises a rebondi, si l'on en juge par l'accroissement des importations de biens d'équipement de 25,9 % en glissement annuel. Néanmoins, l'analyse de cette forte hausse doit être nuancée car les intentions d'investissement évoquées par les dirigeants d'entreprises laissent à penser qu'il s'agit d'opérations de renouvellement de leurs outils de production.

Les exportations de biens et services ont diminué au 31 mars 2008. Les ventes de perles (75 % des exportations de biens) à l'étranger ont connu un premier trimestre très difficile avec une baisse de 38 % en rythme annuel. Pour leur part, les touristes sont venus moins nombreux en Polynésie que l'année dernière à la même période (- 9,4 %).

## ...qui contribue au ralentissement de l'épargne en Polynésie

Contrairement aux 5 trimestres précédents, l'endettement des agents économiques polynésiens a augmenté plus rapidement que leur épargne au 31 mars 2008, en glissement annuel, traduisant le maintien des habitudes de consommation des agents économiques en dépit de la baisse de leur pouvoir d'achat et les difficultés des ménages à dégager une épargne supplémentaire.

### Evolution en glissement annuel

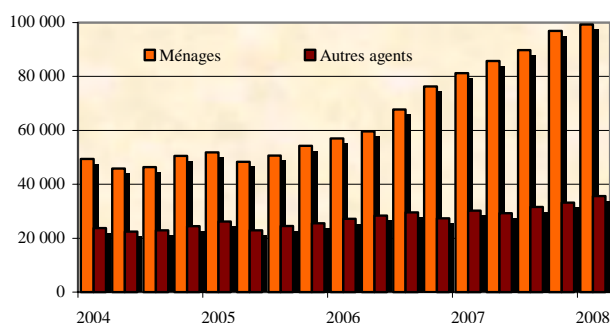


## Epargne : bonne tenue des dépôts à terme et de l'assurance-vie

Au premier trimestre 2008, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 468,5 milliards de F CFP. L'épargne s'est accrue à un rythme moins rapide qu'il y a un an (+ 5,1 %, contre + 9,1 % en mars 2007).

L'épargne des ménages a augmenté de 3,9 % et celle des sociétés de 10,9 % en l'espace d'un an. Les dépôts à terme ont toujours les faveurs de ces agents économiques (respectivement + 22,3 % et + 17,6 %). A l'inverse, les comptes sur livrets ne cessent de voir leur encours diminuer (- 6,3 % sur l'année).

### Encours des comptes à terme (en millions de F CFP)



Pour leur part, les dépôts à vue ont enregistré une hausse de leur encours en l'espace d'un an, passant de 133,4 à 143 milliards de F CFP fin mars 2008 (+ 7,2 %).

A long terme, les épargnants polynésiens ont maintenu leur confiance dans les produits d'assurance-vie (+ 6,6 %). En revanche, ils sont demeurés plus réticents à placer leurs revenus dans les plans d'épargne logement (- 1,4 %), les portefeuilles de titres (- 25,8 %) ainsi que les OPCVM non monétaires (- 24,8 %), moins rémunérateurs.

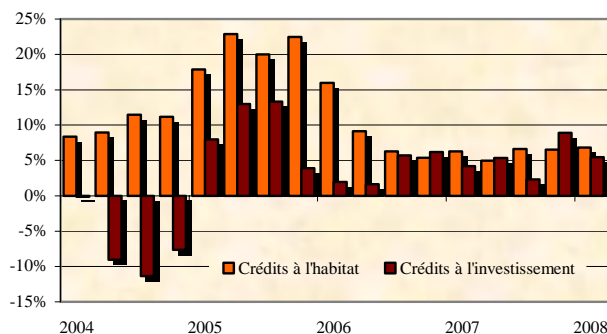
## Crédits : poursuite de l'investissement des ménages

Avec un encours global de 546,1 milliards de F CFP au 31 mars 2008, les crédits accordés par les établissements de crédit de la place se sont inscrits en hausse de 6,7 %, soit une évolution comparable à celle de mars 2007 (+ 6,5 %).

Les ménages continuent à s'endetter pour devenir propriétaires de leurs logements ou procéder à des aménagements. L'encours des crédits à l'habitat des ménages (60,7 % de leur encours sain) est passé de 154 à 164,5 milliards de F CFP en mars 2008, soit + 6,8 % en un an.

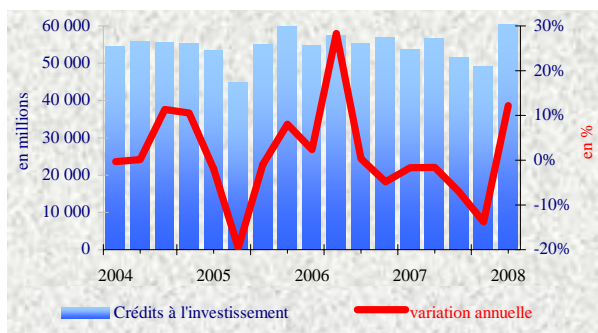
L'encours des crédits d'investissement des entreprises s'est également accru, de l'ordre de 5,5%. Après une longue période d'attente de la part des chefs d'entreprise face à l'instabilité politique en Polynésie française, les sociétés locales se sont résolues à solliciter des concours bancaires afin de financer le renouvellement de leur parc matériel.

### Crédits d'investissement des ménages et des entreprises (croissance en glissement annuel)



Sur le premier trimestre 2008, les autorités locales ont manifesté leur volonté de relancer l'économie polynésienne via l'investissement public. Ainsi, l'encours de crédits d'équipement des collectivités locales a progressé de 22,8 % entre décembre 2007 et mars 2008 (+ 12,2 % en l'espace d'un an), atteignant 60,2 milliards de F CFP à la fin du premier trimestre 2008.

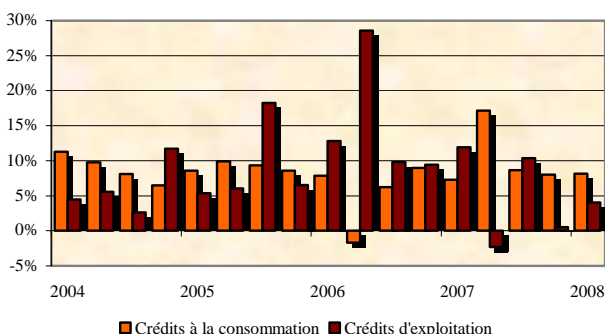
### Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Après une relative maîtrise de leur trésorerie en 2007, les entreprises ont eu recours aux crédits d'exploitation au premier trimestre 2008, en progression de 4 % en glissement annuel, en particulier via leurs comptes ordinaires débiteurs (+ 12,2 %).

Dans un contexte de poussée inflationniste affaiblissant leur pouvoir d'achat, les ménages ont fait appel aux crédits à la consommation dont l'encours est passé de 85,4 milliards de F CFP en mars 2007 à 99,1 milliards en mars 2008 (+ 8,1 %).

### Crédits à la consommation des ménages et crédits d'exploitation des entreprises (croissance en glissement annuel)



En matière de sinistralité, les créances douteuses nettes ont connu une croissance marquée par rapport à mars 2007 (+ 18,3 %), touchant aussi bien les entreprises (+19,5 %) que les ménages (+ 11,4 %). Cependant, le taux de créances douteuses brutes de l'ensemble des agents économiques est demeuré stable, à 4,9 % à fin mars 2008.

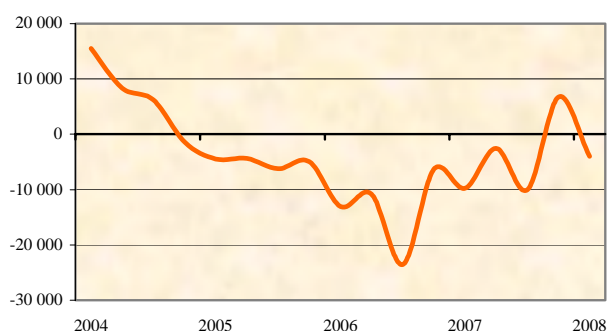
### Amélioration de la position extérieure nette du système bancaire par rapport à mars 2007.

La masse monétaire M3 a continué de s'accroître au premier trimestre 2008 (+ 7,7 % en rythme annuel), portée par le dynamisme des dépôts à terme (+ 18,2 % en glissement annuel) et des dépôts à vue (+ 7,2 %).

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les engagements hors zone du système bancaire ont crû de 8,7 % entre mars 2007 et mars 2008, s'élevant à 97,5 milliards de F CFP. Dans le même temps, les avoirs hors zone d'émission ont progressé de 16,9 %, atteignant 93,5 milliards de F CFP à fin mars 2008.

Dans cette situation, la position extérieure nette s'est améliorée en l'espace d'un an : de - 13,1 milliards de F CFP au 31 mars 2007, elle est passée à - 4 milliards de F CFP.

### Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



### **1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement**

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### **2) Les actifs financiers**

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### **3) Les passifs financiers**

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

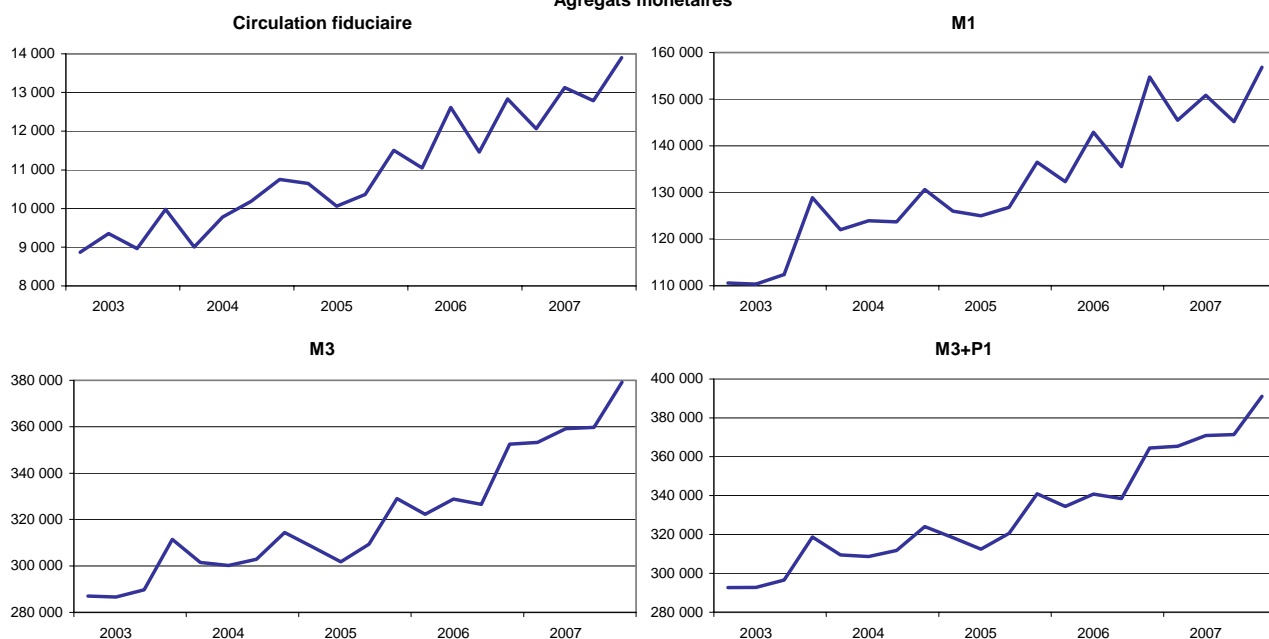
## 1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

### 1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	8 870	8 998	10 640	11 050	12 063	13 124	12 788	13 899	13 119	-5,6%	8,8%	
<i>Billets</i>	7 374	7 442	9 018	9 343	10 264	11 299	10 940	12 003	11 225	-6,5%	9,4%	
<i>Pièces</i>	1 495	1 556	1 622	1 707	1 799	1 825	1 848	1 896	1 894	-0,1%	5,3%	
Dépôts à vue	101 675	112 987	115 335	121 271	133 434	137 715	132 364	142 932	143 048	0,1%	7,2%	
<b>TOTAL M1</b>	<b>110 545</b>	<b>121 985</b>	<b>125 975</b>	<b>132 320</b>	<b>145 497</b>	<b>150 839</b>	<b>145 152</b>	<b>156 831</b>	<b>156 167</b>	<b>-0,4%</b>	<b>7,3%</b>	
<b>M2-M1</b>	<b>63 311</b>	<b>79 827</b>	<b>80 485</b>	<b>77 271</b>	<b>71 244</b>	<b>69 064</b>	<b>67 379</b>	<b>67 731</b>	<b>66 993</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-6,0%</b>	
Comptes sur livrets	63 135	79 593	80 234	77 009	71 007	68 843	67 167	67 524	66 776	-1,1%	-6,0%	
Comptes épargne logement	175	234	251	261	237	220	212	207	217	4,6%	-8,5%	
<b>TOTAL M2</b>	<b>173 856</b>	<b>201 812</b>	<b>206 460</b>	<b>209 591</b>	<b>216 741</b>	<b>219 903</b>	<b>212 531</b>	<b>224 562</b>	<b>223 160</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3,0%</b>	
<b>M3-M2</b>	<b>113 192</b>	<b>99 731</b>	<b>101 656</b>	<b>112 627</b>	<b>136 478</b>	<b>139 129</b>	<b>147 094</b>	<b>154 523</b>	<b>157 408</b>	<b>1,9%</b>	<b>15,3%</b>	
Dépôts à terme	91 471	77 046	81 314	87 422	124 529	128 250	136 752	143 963	147 197	2,2%	18,2%	
Titres de créance négociables	8 765	8 617	7 542	11 667	3 581	2 662	2 623	2 489	2 281	-8,4%	-36,3%	
Bons de caisse	12 957	14 068	12 801	13 538	8 367	8 217	7 720	8 072	7 931	-1,7%	-5,2%	
<b>Total M3</b>	<b>287 048</b>	<b>301 543</b>	<b>308 117</b>	<b>322 218</b>	<b>353 219</b>	<b>359 032</b>	<b>359 625</b>	<b>379 085</b>	<b>380 569</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,7%</b>	
<b>P1</b>	<b>5 586</b>	<b>7 900</b>	<b>10 191</b>	<b>12 180</b>	<b>12 158</b>	<b>11 913</b>	<b>11 788</b>	<b>11 962</b>	<b>11 991</b>	<b>0,2%</b>	<b>-1,4%</b>	
Plans d'épargne logement	5 586	7 900	10 191	12 180	12 158	11 913	11 788	11 962	11 991	0,2%	-1,4%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
<b>M3+P1</b>	<b>292 634</b>	<b>309 443</b>	<b>318 308</b>	<b>334 398</b>	<b>365 376</b>	<b>370 945</b>	<b>371 413</b>	<b>391 047</b>	<b>392 559</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,4%</b>	

### 1.2 La circulation fiduciaire

#### Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>130 710 076</b>	<b>136 706 382</b>	<b>142 701 788</b>	<b>149 958 030</b>	<b>136 706 382</b>	<b>138 368 334</b>	<b>139 346 845</b>	<b>141 433 065</b>	<b>105 791 275</b>	<b>-25,2%</b>	<b>-22,6%</b>	
100 F CFP	8 108 382	8 424 835	8 831 936	9 309 481	8 424 835	8 539 125	8 688 146	8 858 906	10 413 534	17,5%	23,6%	
50 F CFP	3 541 683	3 683 494	3 790 022	3 982 292	3 683 494	3 736 251	3 744 512	3 796 765	4 426 050	16,6%	20,2%	
20 F CFP	9 418 206	9 791 125	10 039 434	10 482 215	9 791 125	9 905 392	9 833 157	10 007 420	11 480 495	14,7%	17,3%	
10 F CFP	12 955 844	13 549 969	14 100 486	14 716 995	13 549 969	13 676 480	13 765 985	13 999 484	16 154 958	15,4%	19,2%	
5 F CFP	14 551 645	15 289 319	16 125 737	16 947 765	15 289 319	15 504 924	15 625 329	15 891 331	18 598 978	17,0%	21,6%	
2 F CFP	34 148 608	36 115 749	37 973 827	39 767 937	36 115 749	36 624 264	36 990 810	37 523 814	43 522 912	16,0%	20,5%	
1 F CFP	47 985 708	49 851 891	51 840 346	54 751 345	49 851 891	50 381 898	50 698 906	51 355 345	1 194 348	-97,7%	-97,6%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 495</b>	<b>1 557</b>	<b>1 623</b>	<b>1 706</b>	<b>714</b>	<b>723</b>	<b>724</b>	<b>1 622</b>	<b>1 835</b>	<b>13,2%</b>	<b>157,0%</b>	
100 F CFP	811	842	883	931	842	854	869	886	1 041	17,5%	23,6%	
50 F CFP	177	184	190	199	184	187	187	190	221	16,6%	20,2%	
20 F CFP	188	196	201	210	196	198	197	200	230	14,7%	17,3%	
10 F CFP	130	135	141	147	135	137	138	140	162	15,4%	19,2%	
5 F CFP	73	76	81	85	76	78	78	79	93	17,0%	21,6%	
2 F CFP	68	72	76	80	72	73	74	75	87	16,0%	20,5%	
1 F CFP	48	50	52	55	50	50	51	51	1	-97,7%	-97,6%	



## Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
<b>En nombre</b>	<b>4 160 626</b>	<b>4 476 828</b>	<b>4 834 306</b>	<b>5 089 416</b>	<b>5 683 011</b>	<b>5 841 375</b>	<b>6 019 995</b>	<b>6 494 692</b>	<b>6 280 105</b>	<b>-3,3%</b>	<b>10,5%</b>	
10 000 F CFP	594 525	594 346	677 591	835 709	913 679	945 295	964 128	1 058 947	995 495	-6,0%	9,0%	
5 000 F CFP	459 042	514 088	559 735	452 836	517 348	532 155	539 946	634 538	550 092	-13,3%	6,3%	
1 000 F CFP	2 047 070	2 279 467	2 462 098	2 602 885	2 910 082	2 996 424	3 108 421	3 324 523	3 237 435	-2,6%	11,2%	
500 F CFP	1 059 989	1 088 927	1 134 882	1 197 986	1 341 902	1 367 501	1 407 500	1 476 684	1 497 083	1,4%	11,6%	
<b>En millions de F CFP</b>	<b>10 818</b>	<b>11 338</b>	<b>12 604</b>	<b>13 823</b>	<b>15 305</b>	<b>15 794</b>	<b>16 153</b>	<b>17 825</b>	<b>16 691</b>	<b>-6,4%</b>	<b>9,1%</b>	
10 000 F CFP	5 945	5 943	6 776	8 357	9 137	9 453	9 641	10 589	9 955	-6,0%	9,0%	
5 000 F CFP	2 295	2 570	2 799	2 264	2 587	2 661	2 700	3 173	2 750	-13,3%	6,3%	
1 000 F CFP	2 047	2 279	2 462	2 603	2 910	2 996	3 108	3 325	3 237	-2,6%	11,2%	
500 F CFP	530	544	567	599	671	684	704	738	749	1,4%	11,6%	

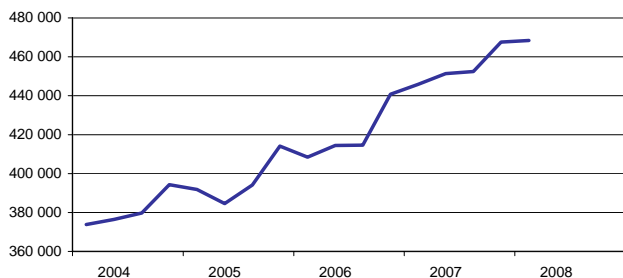
### 1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>79 724</b>	<b>67 140</b>	<b>85 001</b>	<b>91 111</b>	<b>106 879</b>	<b>105 784</b>	<b>100 910</b>	<b>117 888</b>	<b>122 781</b>	<b>4,2%</b>	<b>14,9%</b>	
Institut d'émission	18 309	16 460	19 291	22 742	26 911	25 797	28 202	30 437	29 271	-3,8%	8,8%	
Etablissements de crédit	61 415	50 680	65 710	68 369	79 968	79 988	72 708	87 452	93 509	6,9%	16,9%	
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>5 147</b>	<b>6 644</b>	<b>7 012</b>	<b>9 633</b>	<b>9 178</b>	<b>9 031</b>	<b>7 001</b>	<b>6 019</b>	<b>8 624</b>	<b>43,3%</b>	<b>-6,0%</b>	
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>202 176</b>	<b>227 759</b>	<b>216 104</b>	<b>221 473</b>	<b>237 162</b>	<b>244 223</b>	<b>251 714</b>	<b>255 178</b>	<b>249 163</b>	<b>-2,4%</b>	<b>5,1%</b>	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	291 987	320 550	346 108	379 089	408 286	412 918	419 929	429 326	435 616	1,5%	6,7%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	89 811	92 791	130 004	157 616	171 124	168 695	168 215	174 148	186 452	7,1%	9,0%	
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	25 387	25 456	23 395	26 686	29 277	32 685	33 379	32 301	32 206	-0,3%	10,0%	
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	10 681	10 997	12 410	13 354	15 289	15 043	15 892	14 782	15 369	4,0%	0,5%	
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	35 630	35 165	70 149	81 441	89 712	82 554	82 744	80 723	97 474	20,8%	8,7%	
<i>Epargne contractuelle</i>	5 586	7 900	10 191	12 181	12 158	11 913	11 788	11 962	11 991	0,2%	-1,4%	
<i>Divers</i>	12 528	13 274	13 859	23 954	24 688	26 501	24 413	34 380	29 412	-14,5%	19,1%	
<b>Total M3</b>	<b>287 048</b>	<b>301 543</b>	<b>308 117</b>	<b>322 217</b>	<b>353 219</b>	<b>359 038</b>	<b>359 625</b>	<b>379 085</b>	<b>380 569</b>	<b>0,4%</b>	<b>7,7%</b>	
<b>Position extérieure nette</b>	<b>25 785</b>	<b>15 515</b>	<b>-4 440</b>	<b>-13 072</b>	<b>-9 744</b>	<b>-2 566</b>	<b>-10 036</b>	<b>6 728</b>	<b>-3 965</b>	<b>-158,9%</b>	<b>-59,3%</b>	

## 2. Les avoirs financiers des agents économiques

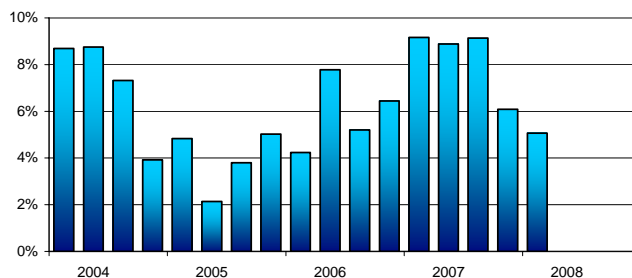
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
<b>Sociétés</b>	77 201	85 566	87 220	89 194	90 439	90 936	93 330	103 535	100 259	-3,2%	10,9%	
Dépôts à vue	37 561	42 594	45 103	42 167	46 413	48 943	49 160	57 660	52 174	-9,5%	12,4%	
Placements liquides ou à court terme	38 274	42 265	40 989	47 009	42 993	40 562	42 963	44 757	47 408	5,9%	10,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	2	2	2	2	2	1,8%	17,2%	
Placements indexés sur les taux du marché	38 274	42 265	40 989	47 009	42 991	40 560	42 961	44 754	47 406	5,9%	10,3%	
dont comptes à terme	20 919	23 783	26 219	27 162	30 275	29 294	31 596	33 177	35 595	7,3%	17,6%	
dont OPCVM monétaires	4 679	4 226	2 378	3 341	5 357	4 825	5 515	5 393	5 833	8,1%	8,9%	
dont certificats de dépôts	8 765	8 617	7 542	11 667	3 581	2 662	2 623	2 489	2 281	-8,4%	-36,3%	
Epargne à long terme	1 365	707	1 129	18	1 033	1 431	1 207	1 118	677	-39,4%	-34,4%	
dont OPCVM non monétaires	1 257	575	1 111	3	900	1 300	1 076	983	548	-44,2%	-39,1%	
<b>Ménages</b>	243 191	259 461	269 144	278 301	304 549	309 322	311 141	315 699	316 304	0,2%	3,9%	
Dépôts à vue	56 284	59 697	61 557	63 818	70 995	72 634	72 192	70 227	71 079	1,2%	0,1%	
Placements liquides ou à court terme	144 735	144 105	142 532	144 867	159 145	161 375	164 185	171 881	174 781	1,7%	9,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	62 025	78 144	78 126	74 885	69 232	66 901	65 265	65 649	64 919	-1,1%	-6,2%	
Livrets ordinaires	61 850	77 909	77 834	74 347	68 958	66 647	65 022	65 408	64 665	-1,1%	-6,2%	
Comptes d'épargne logement	175	234	251	253	234	217	209	204	213	4,7%	-8,9%	
Placements indexés sur les taux du marché	82 710	65 961	64 406	69 982	89 912	94 474	98 920	106 232	109 862	3,4%	22,2%	
dont comptes à terme	65 651	49 418	51 826	57 065	81 212	85 734	89 816	96 949	99 298	2,4%	22,3%	
dont bons de caisse	8 809	8 114	7 656	8 472	4 396	4 247	4 316	4 181	4 054	-3,0%	-7,8%	
dont OPCVM monétaires	8 037	8 127	4 640	4 223	4 114	4 305	4 614	4 910	6 335	29,0%	54,0%	
Epargne à long terme	42 172	55 659	65 055	69 617	74 409	75 313	74 764	73 592	70 444	-4,3%	-5,3%	
Plans d'épargne logement	5 586	7 900	10 189	12 162	12 125	11 874	11 754	11 906	11 955	0,4%	-1,4%	
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Portefeuille-titres	5 350	5 650	5 449	5 185	3 935	3 566	3 346	3 111	2 550	-18,0%	-35,2%	
OPCVM non monétaires	10 113	13 588	15 780	14 827	15 424	15 833	15 358	13 417	10 165	-24,2%	-34,1%	
Contrats d'assurance-vie	21 122	28 521	33 637	37 442	42 925	44 040	44 305	45 158	45 773	1,4%	6,6%	
<b>Autres agents</b>	23 486	28 740	35 463	40 952	50 900	51 085	48 082	48 434	51 927	7,2%	2,0%	
Dépôts à vue	7 830	10 696	8 675	15 286	16 026	16 138	11 011	15 045	19 795	31,6%	23,5%	
Placements liquides ou à court terme	7 540	8 342	13 866	11 022	20 450	20 168	22 234	20 585	19 709	-4,3%	-3,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1 285	1 683	2 360	2 385	2 010	2 160	2 112	2 101	2 072	-1,4%	3,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	6 255	6 659	11 506	8 638	18 441	18 008	20 122	18 484	17 637	-4,6%	-4,4%	
dont comptes à terme	4 900	3 845	3 269	3 195	13 042	13 223	15 339	13 837	12 305			
Epargne à long terme	8 116	9 702	12 921	14 644	14 423	14 780	14 837	12 804	12 422	-3,0%	-13,9%	
<b>TOTAL</b>	343 878	373 767	391 827	408 448	445 887	451 343	452 552	467 668	468 489	0,2%	5,1%	
Dépôts à vue	101 675	112 987	115 335	121 271	133 434	137 715	132 364	142 932	143 048	0,1%	7,2%	
Placements liquides ou à court terme	190 549	194 712	197 387	202 898	222 588	222 105	229 381	237 222	241 898	2,0%	8,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	63 311	79 827	80 485	77 270	71 244	69 064	67 379	67 752	66 993	-1,1%	-6,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	127 239	114 885	116 901	125 628	151 344	153 041	162 002	169 470	174 905	3,2%	15,6%	
Epargne à long terme	51 653	66 068	79 105	84 279	89 865	91 523	90 807	87 514	83 543	-4,5%	-7,0%	

Encours (en millions de F. CFP)

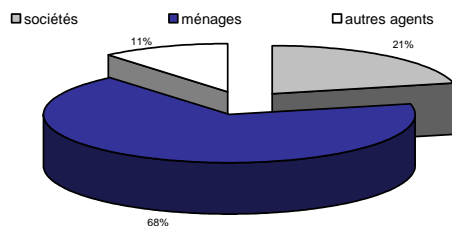


Total des actifs financiers

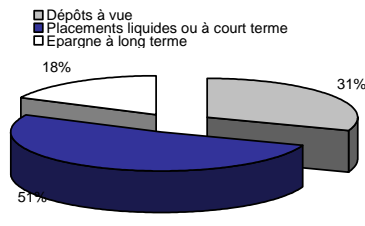
Variations sur un an



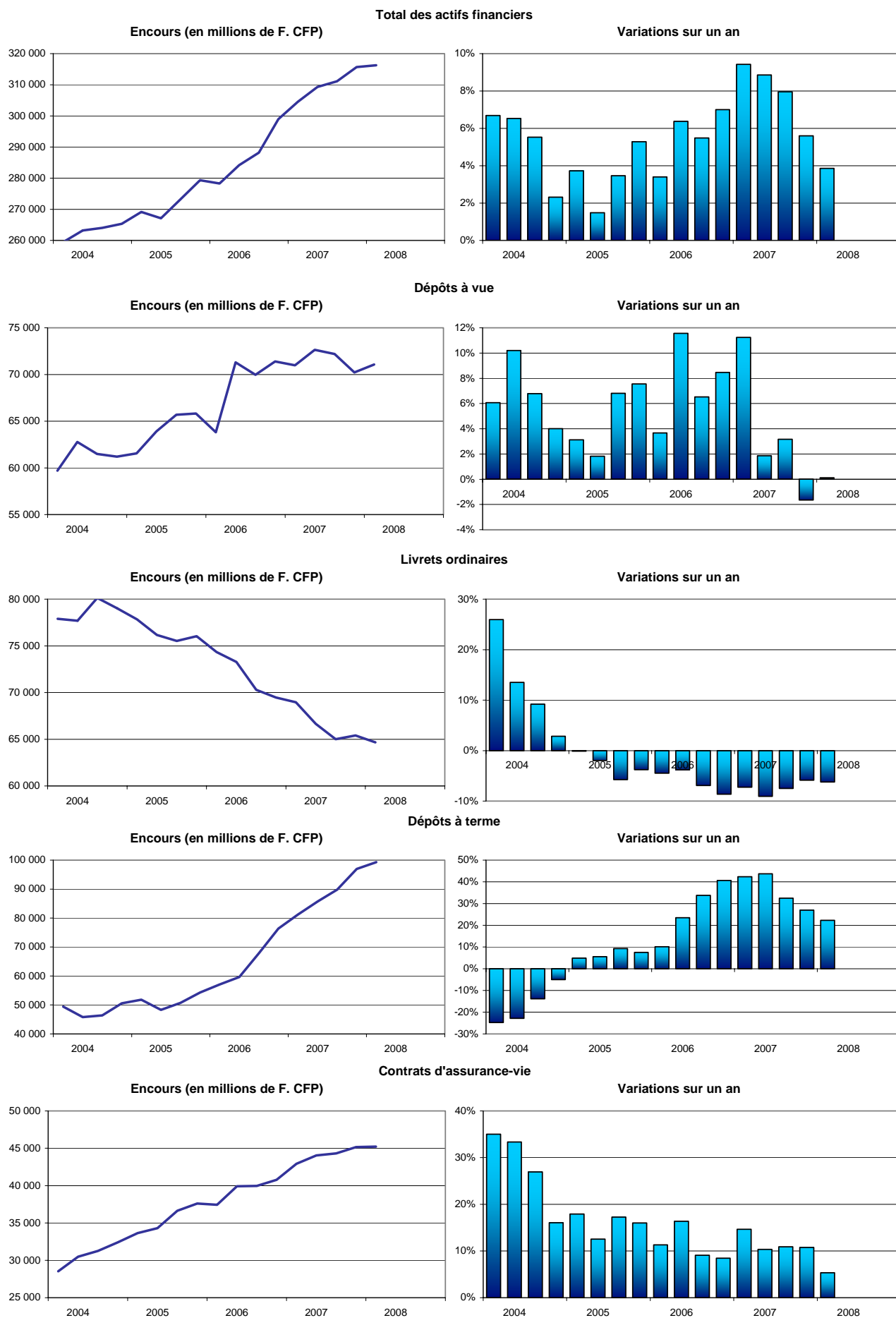
Répartition des actifs financiers par agent économique mars-08



Répartition des actifs financiers par nature mars-08

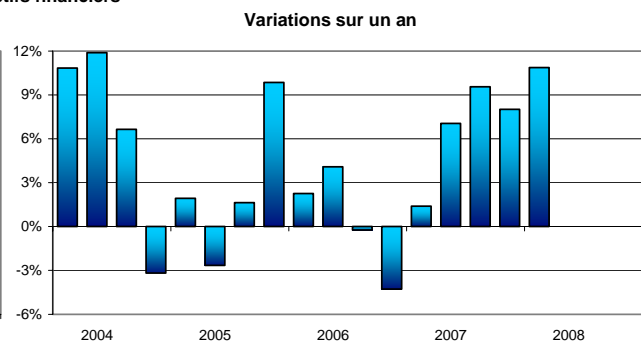
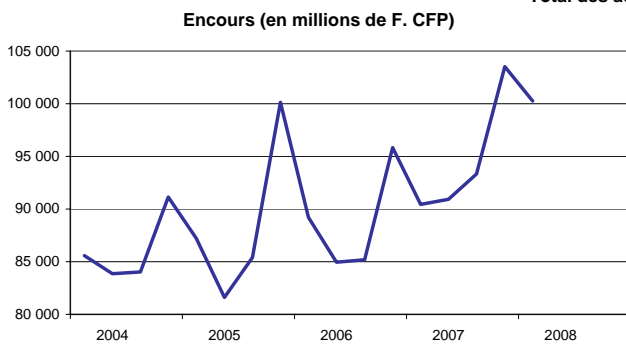


## 2.1 Les avoirs des ménages

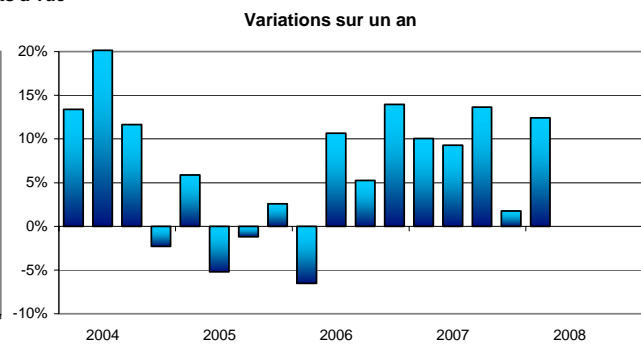
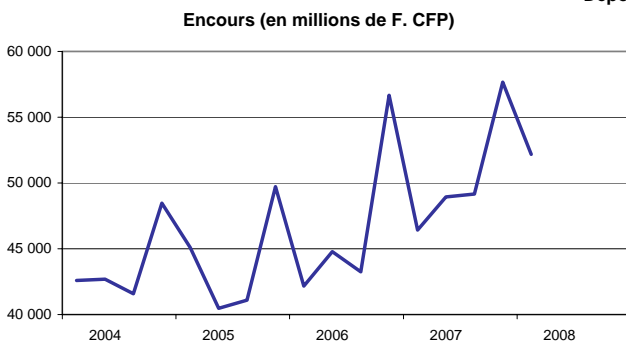


## 2.2 Les avoirs des sociétés

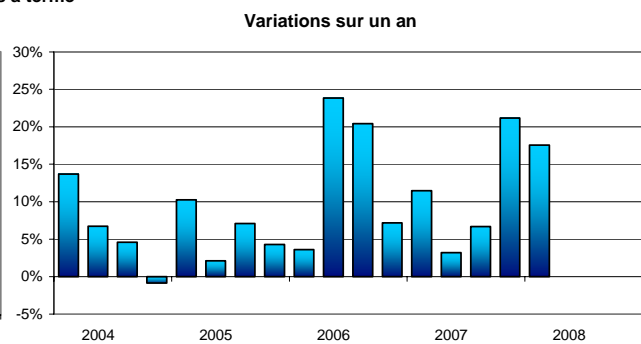
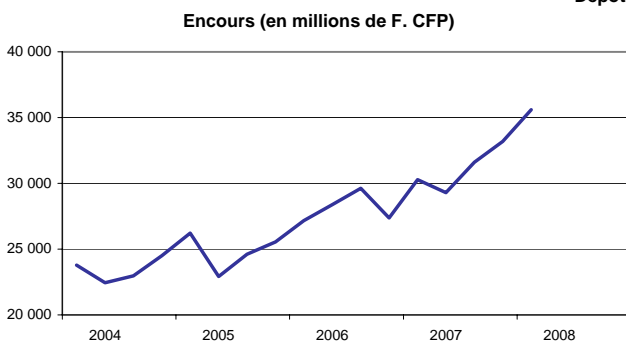
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue



### Dépôts à terme

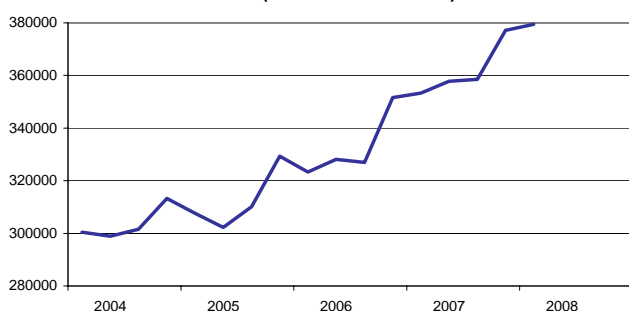


## 2.3 Les avoirs par nature

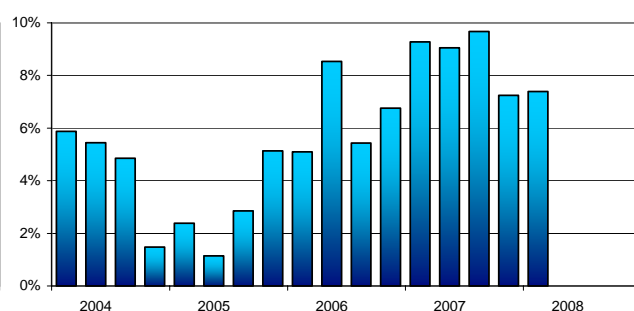
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
<b>Dépôts locaux</b>	283 764	300 445	307 615	323 293	353 269	357 778	358 584	377 104	379 394	0,6%	7,4%	
Dépôts à vue	101 675	112 987	115 335	121 271	133 434	137 715	132 364	142 932	143 048	0,1%	7,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	68 897	87 727	90 624	89 396	83 357	80 934	79 126	79 649	78 937	-0,9%	-5,3%	
Livrets ordinaires	62 631	79 140	79 286	76 147	71 035	68 785	67 061	67 439	66 589	-1,3%	-6,3%	
Comptes d'épargne logement	175	234	251	261	237	220	212	207	217	4,6%	-8,5%	
Plans d'épargne logement	5 586	7 900	10 191	12 180	12 158	11 913	11 788	11 941	11 991	0,4%	-1,4%	
Dépôts à terme	91 471	77 046	81 314	87 422	124 529	128 250	136 752	143 963	147 197	2,2%	18,2%	
Bons de caisse	12 957	14 068	12 801	13 538	8 367	8 217	7 720	8 072	7 931	-1,7%	-5,2%	
Titres de créances négociables	8 765	8 617	7 542	11 667	3 581	2 662	2 623	2 489	2 281	-8,4%	-36,3%	
<b>Epargne hors zone d'émission</b>	60 114	73 322	84 212	85 154	92 618	93 565	93 968	90 564	89 095	-1,6%	-3,8%	
Actions	1 768	2 435	2 538	2 653	3 220	3 212	3 021	2 855	2 387	-16,4%	-25,8%	
Obligations	3 737	3 428	3 148	2 778	955	605	576	481	364	-24,3%	-61,9%	
OPCVM monétaires	14 047	15 154	15 245	13 002	14 866	13 911	14 908	14 947	17 497	17,1%	17,7%	
OPCVM non monétaires	19 440	23 783	29 591	29 225	30 608	31 753	31 118	27 078	23 028	-15,0%	-24,8%	
Contrats d'assurance-vie	21 122	28 521	33 637	37 442	42 925	44 040	44 305	45 158	45 773	1,4%	6,6%	
<b>TOTAL</b>	<b>343 878</b>	<b>373 767</b>	<b>391 827</b>	<b>408 448</b>	<b>445 887</b>	<b>451 343</b>	<b>452 552</b>	<b>467 668</b>	<b>468 489</b>	<b>0,2%</b>	<b>5,1%</b>	

**Dépôts locaux**

Encours (en millions de F. CFP)

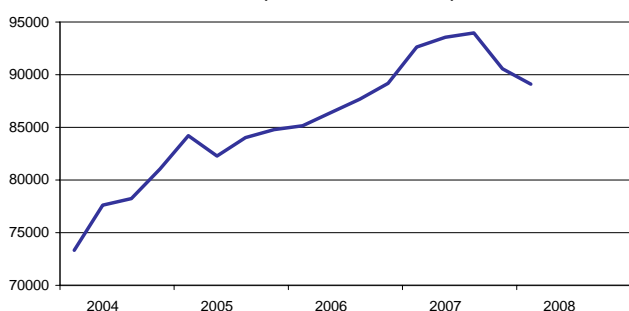


Variations sur un an

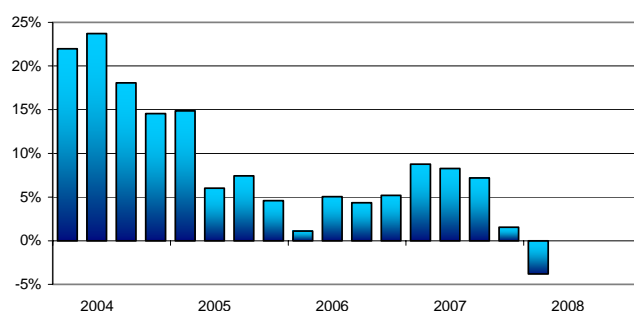


**Epargne HZE**

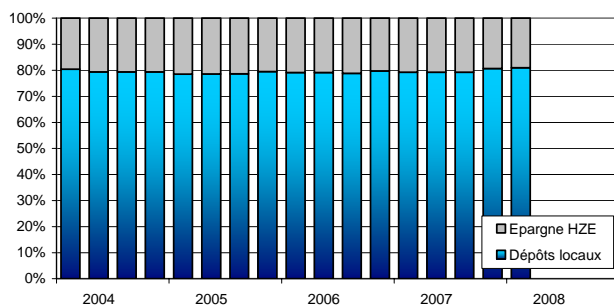
Encours (en millions de F. CFP)



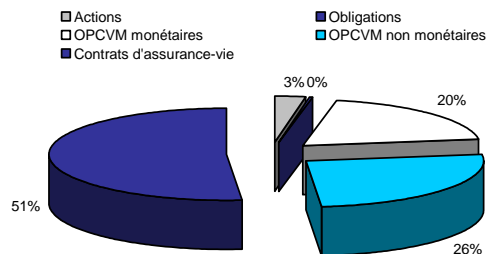
Variations sur un an



**Répartition dépôts locaux / épargne HZE**



**Répartition de l'épargne HZE mars-08**

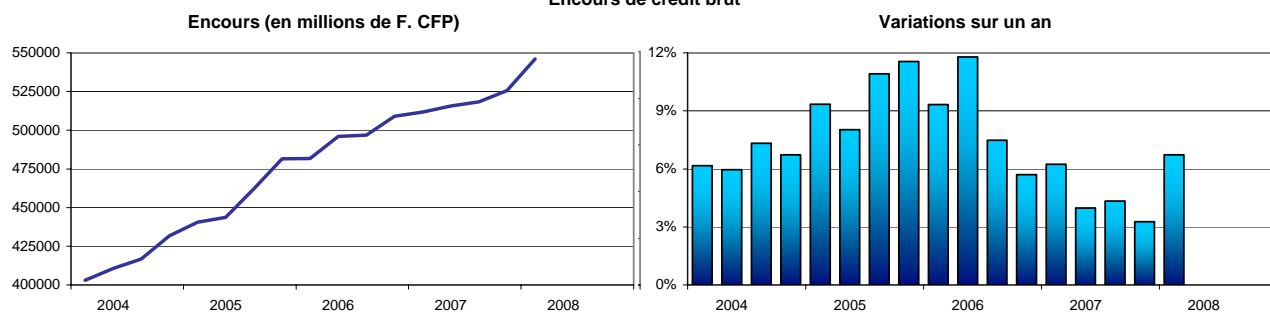


## 3. L'endettement des agents économiques

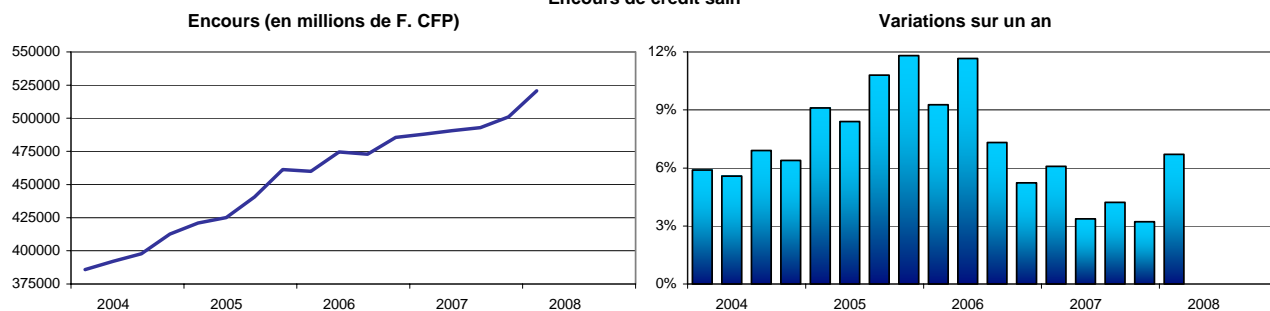
### 3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>132 277</b>	<b>138 931</b>	<b>147 017</b>	<b>159 340</b>	<b>171 666</b>	<b>170 527</b>	<b>174 014</b>	<b>176 524</b>	<b>180 641</b>	<b>2,3%</b>	<b>5,2%</b>
Crédits d'exploitation	49 383	51 582	54 345	61 319	68 638	69 446	74 216	68 464	71 398	4,3%	4,0%
<i>Créances commerciales</i>	2 812	3 035	2 716	2 685	4 066	4 083	4 615	4 669	4 589	-1,7%	12,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	32 773	34 874	37 473	42 091	37 590	37 752	36 815	36 836	36 532	-0,8%	-2,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 503	5 017	4 805	6 010	5 296	5 427	5 321	4 863	5 210	7,1%	-1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	13 798	13 673	14 155	16 544	26 982	27 611	32 786	26 959	30 278	12,3%	12,2%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	55 330	55 257	59 669	60 829	63 381	63 295	64 348	68 342	66 845	-2,2%	5,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	54 295	53 507	57 641	58 574	61 322	61 149	62 357	66 592	64 984	-2,4%	6,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 003	5 494	5 006	5 118	5 360	5 414	5 661	5 921	6 055	2,3%	13,0%
<i>Crédit-bail</i>	1 036	1 749	2 028	2 255	2 059	2 146	1 991	1 750	1 860	6,3%	-9,6%
Crédits à l'habitat	6 657	8 674	10 698	12 712	13 805	14 165	14 553	16 174	16 330	1,0%	18,3%
Autres crédits	20 906	23 419	22 305	24 481	25 843	23 620	20 896	23 543	26 067	10,7%	0,9%
<b>Ménages</b>	<b>168 614</b>	<b>184 463</b>	<b>209 816</b>	<b>236 272</b>	<b>254 114</b>	<b>255 031</b>	<b>258 734</b>	<b>267 029</b>	<b>271 293</b>	<b>1,6%</b>	<b>6,8%</b>
Crédits à la consommation	65 564	72 953	79 203	85 425	91 652	93 290	94 834	98 903	99 113	0,2%	8,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	59 602	65 700	70 692	77 446	82 825	84 554	85 945	90 513	90 906	0,4%	9,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 900	5 179	4 651	5 058	5 991	5 765	5 823	5 123	5 074	-1,0%	-15,3%
<i>Crédit-bail</i>	1 061	2 075	3 860	2 920	2 836	2 972	3 066	3 268	3 133	-4,1%	10,5%
Crédits à l'habitat	97 846	106 025	124 971	144 894	154 015	153 467	155 916	160 322	164 546	2,6%	6,8%
Autres crédits	5 204	5 485	5 642	5 953	8 447	8 274	7 984	7 804	7 634	-2,2%	-9,6%
<b>Collectivités locales</b>	<b>58 495</b>	<b>59 232</b>	<b>62 286</b>	<b>62 841</b>	<b>59 486</b>	<b>62 716</b>	<b>57 301</b>	<b>54 424</b>	<b>65 424</b>	<b>20,2%</b>	<b>10,0%</b>
Crédits d'exploitation	1 758	2 437	3 150	3 813	2 672	3 009	2 901	2 454	2 286	-6,8%	-14,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 005	2 068	2 434	3 609	2 547	2 834	2 757	2 232	2 177	-2,4%	-14,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	754	369	716	204	125	175	143	222	108	-51,2%	-13,4%
Crédits d'investissement	54 568	54 382	53 328	54 582	53 656	56 619	51 358	49 045	60 227	22,8%	12,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	54 568	54 382	53 328	54 582	53 656	56 619	51 358	49 045	60 227	22,8%	12,2%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	10	539	867	1 148	1 852	1 834	1 833	1 815	1 813	-0,1%	-2,1%
Autres crédits	2 159	1 874	4 943	3 298	1 307	1 254	1 209	1 110	1 098	-1,1%	-16,0%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>1 904</b>	<b>3 230</b>	<b>1 866</b>	<b>1 587</b>	<b>2 758</b>	<b>2 469</b>	<b>2 843</b>	<b>4 089</b>	<b>5 982</b>	<b>46,3%</b>	<b>116,9%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>364 387</b>	<b>385 856</b>	<b>420 985</b>	<b>460 040</b>	<b>488 024</b>	<b>490 578</b>	<b>492 892</b>	<b>501 066</b>	<b>523 340</b>	<b>4,4%</b>	<b>7,2%</b>
Créances douteuses brutes	15 126	17 038	19 554	21 573	23 629	25 093	25 412	24 587	25 346	3,1%	7,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 329	5 592	6 507	8 219	8 340	9 631	9 101	9 695	9 867	1,8%	18,3%
<i>dont entreprises</i>	2 592	2 994	3 528	4 003	4 006	4 329	3 788	4 817	4 788	-0,6%	19,5%
<i>dont ménages</i>	1 780	2 180	2 528	3 611	4 539	5 138	5 227	4 863	5 056	4,0%	11,4%
<i>Provisions</i>	10 797	11 446	13 047	13 354	15 289	15 462	16 311	14 892	15 479	3,9%	1,2%
<b>Total encours brut</b>	<b>379 513</b>	<b>402 895</b>	<b>440 539</b>	<b>481 613</b>	<b>511 653</b>	<b>515 671</b>	<b>518 304</b>	<b>525 653</b>	<b>548 686</b>	<b>4,4%</b>	<b>7,2%</b>
Taux de créances douteuses	4,2%	4,4%	4,6%	4,7%	4,8%	5,1%	5,2%	4,9%	4,8%	-0,1 pt	0 pt
Taux de provisionnement	71,4%	67,2%	66,7%	61,9%	64,7%	61,6%	64,2%	60,6%	61,1%	0,5 pt	-3,6 pt

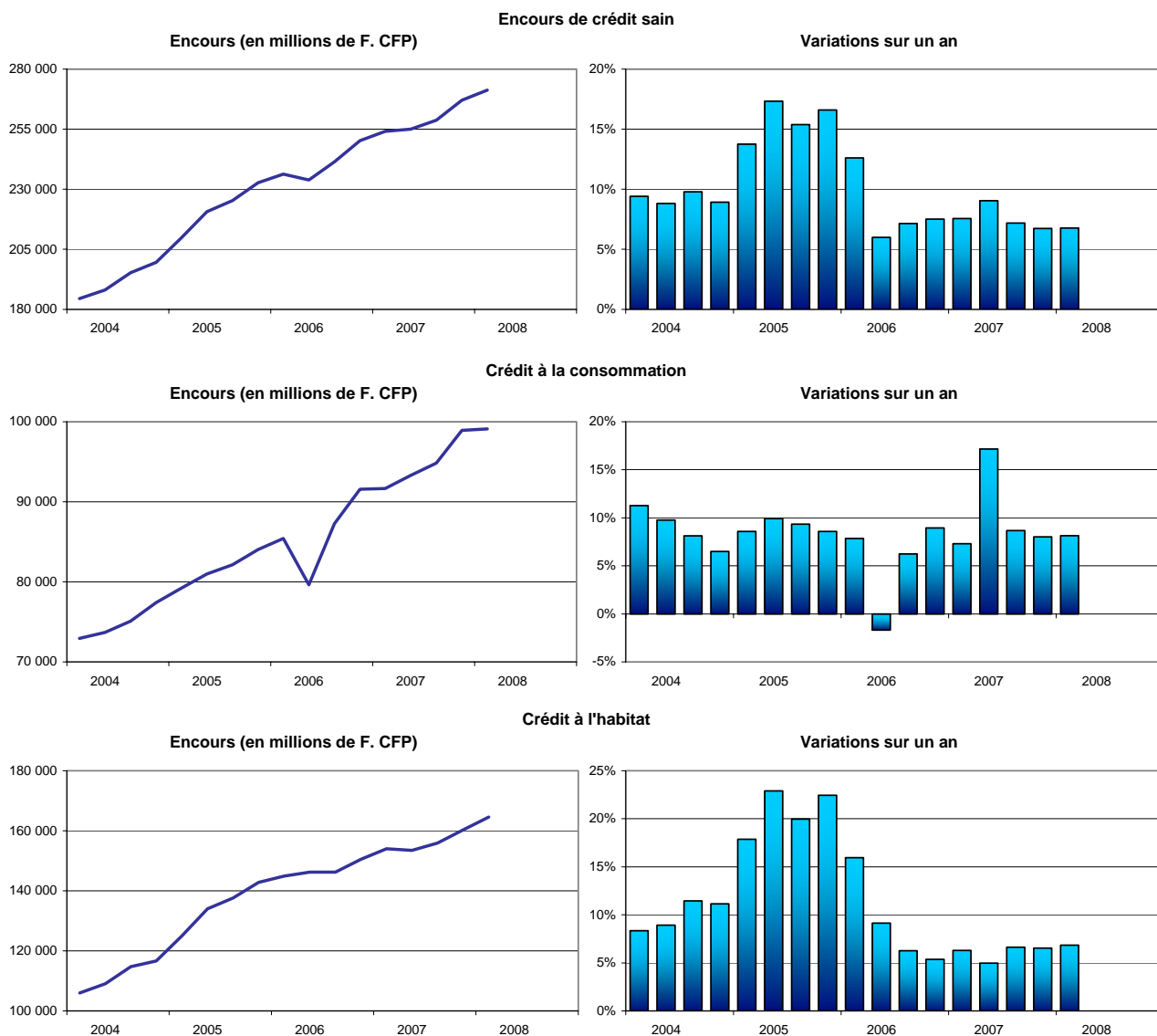
Encours de crédit brut



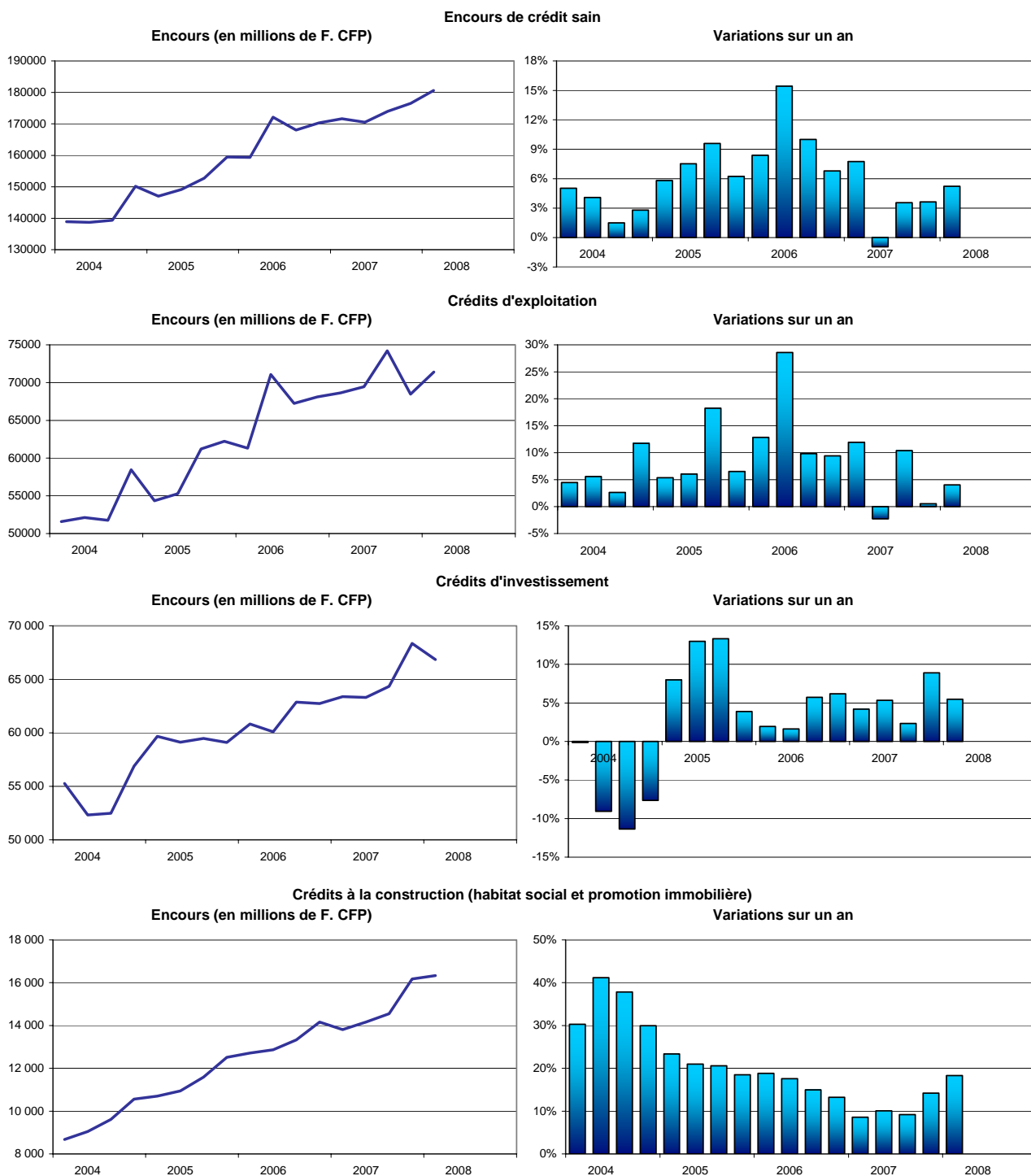
Encours de crédit sain



## L'endettement des ménages

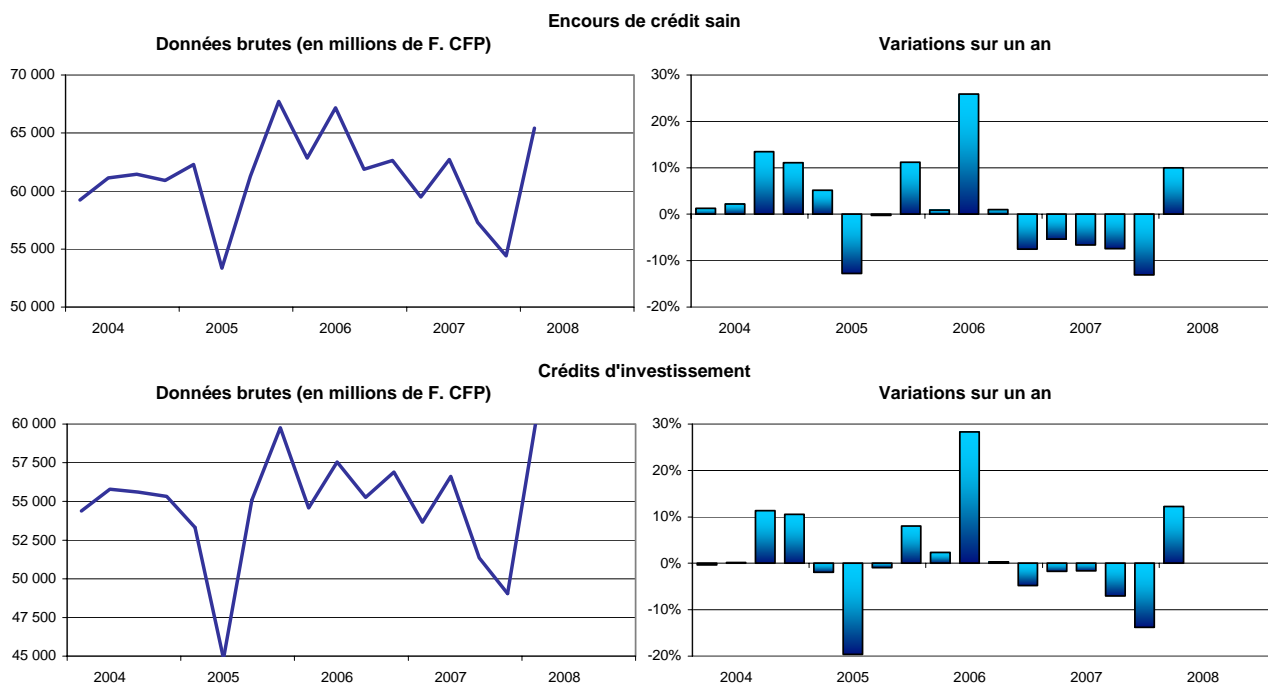


## L'endettement des entreprises





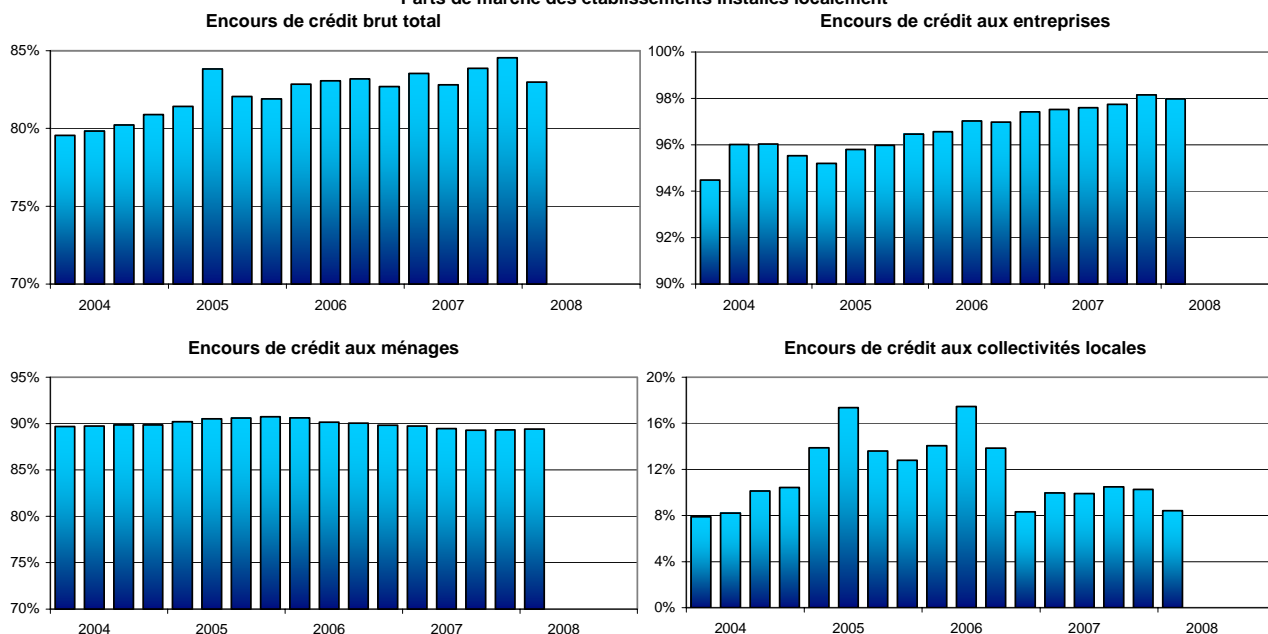
## L'endettement des collectivités locales



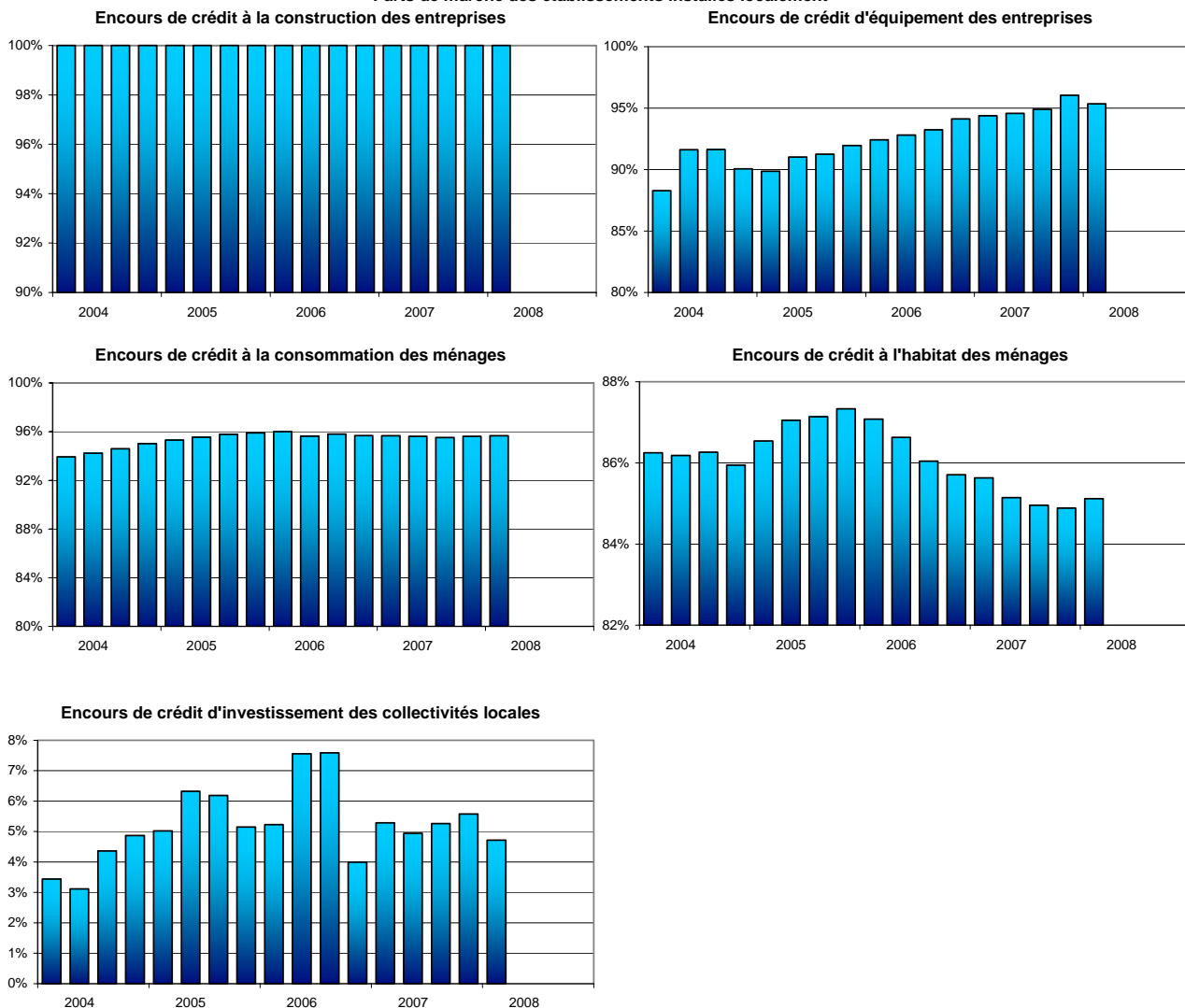
## 3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
<b>Entreprises</b>	<b>119 561</b>	<b>131 262</b>	<b>139 956</b>	<b>153 869</b>	<b>167 412</b>	<b>166 420</b>	<b>170 097</b>	<b>173 253</b>	<b>176 987</b>	<b>2,2%</b>	<b>5,7%</b>	
Crédits d'exploitation	47 564	51 582	54 333	61 319	68 622	69 409	74 179	68 464	71 398	4,3%	4,0%	
Créances commerciales	2 812	3 035	2 716	2 685	4 066	4 083	4 615	4 669	4 589	-1,7%	12,9%	
Crédits de trésorerie	30 954	34 874	37 461	42 091	37 574	37 716	36 778	36 836	36 532	-0,8%	-2,8%	
dont entrepreneurs individuels	4 503	5 017	4 805	6 010	5 296	5 427	5 321	4 863	5 210	7,1%	-1,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	13 798	13 673	14 155	16 544	26 982	27 611	32 786	26 959	30 278	12,3%	12,2%	
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	46 339	48 780	53 627	56 218	59 817	59 862	61 067	65 632	63 729	-2,9%	6,5%	
Crédits à l'équipement	45 303	47 030	51 599	53 963	57 758	57 716	59 076	63 882	61 868	-3,2%	7,1%	
dont entrepreneurs individuels	5 003	5 494	5 006	5 118	5 360	5 414	5 661	5 921	6 055	2,3%	13,0%	
Crédit-bail	1 036	1 749	2 028	2 255	2 059	2 146	1 991	1 750	1 860	6,3%	-9,6%	
Crédits à l'habitat	6 073	8 674	10 698	12 712	13 805	14 165	14 553	16 174	16 330	1,0%	18,3%	
Autres crédits	19 586	22 226	21 297	23 619	25 168	22 983	20 297	22 982	25 530	11,1%	1,4%	
<b>Ménages</b>	<b>152 831</b>	<b>165 434</b>	<b>189 266</b>	<b>214 116</b>	<b>228 013</b>	<b>228 139</b>	<b>231 033</b>	<b>238 461</b>	<b>242 523</b>	<b>1,7%</b>	<b>6,4%</b>	
Crédits à la consommation	60 955	68 523	75 492	82 015	87 683	89 194	90 588	94 566	94 824	0,3%	8,1%	
Crédits de trésorerie	54 994	61 270	66 981	74 036	78 856	80 458	81 700	86 176	86 617	0,5%	9,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	4 900	5 179	4 651	5 058	5 991	5 765	5 823	5 123	5 074	-1,0%	-15,3%	
Crédit-bail	1 061	2 075	3 860	2 920	2 836	2 972	3 066	3 268	3 133	-4,1%	10,5%	
Crédits à l'habitat	86 688	91 445	108 151	126 177	131 883	130 671	132 461	136 091	140 065	2,9%	6,2%	
Autres crédits	5 188	5 465	5 624	5 924	8 447	8 274	7 984	7 804	7 634	-2,2%	-9,6%	
<b>Collectivités locales</b>	<b>3 072</b>	<b>4 674</b>	<b>8 645</b>	<b>8 828</b>	<b>5 925</b>	<b>6 218</b>	<b>6 008</b>	<b>5 590</b>	<b>5 511</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-7,0%</b>	
Crédits d'exploitation	1 758	2 437	3 150	3 813	2 672	3 009	2 901	2 454	2 286	-6,8%	-14,4%	
Crédits de trésorerie	1 005	2 068	2 434	3 609	2 547	2 834	2 757	2 232	2 177	-2,4%	-14,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	754	369	716	204	125	175	143	222	108	-51,2%	-13,4%	
Crédits d'investissement	805	1 869	2 677	2 854	2 837	2 798	2 701	2 734	2 837	3,8%	0,0%	
Crédits à l'équipement	805	1 869	2 677	2 854	2 837	2 798	2 701	2 734	2 837	3,8%	0,0%	
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	75	74	73	74	72	-2,8%	-4,5%	
Autres crédits	509	368	2 818	2 161	341	336	334	329	317	-3,7%	-7,3%	
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>1 904</b>	<b>3 230</b>	<b>1 866</b>	<b>1 587</b>	<b>2 758</b>	<b>2 304</b>	<b>2 843</b>	<b>3 088</b>	<b>3 379</b>	<b>9,4%</b>	<b>22,5%</b>	
<b>Total encours sain</b>	<b>280 465</b>	<b>304 600</b>	<b>339 732</b>	<b>378 399</b>	<b>404 107</b>	<b>403 081</b>	<b>409 981</b>	<b>420 392</b>	<b>428 401</b>	<b>1,9%</b>	<b>6,0%</b>	
Créances douteuses brutes	14 637	15 950	18 917	20 598	23 281	23 966	24 701	23 993	24 731	3,1%	6,2%	
Créances douteuses nettes	3 956	4 953	6 507	7 244	7 992	8 923	8 809	9 212	9 362	1,6%	17,1%	
dont entreprises	2 571	2 994	4 052	3 784	4 004	3 910	3 784	4 556	4 524	-0,7%	13,0%	
dont ménages	1 379	1 945	2 309	3 339	3 798	4 849	4 938	4 640	4 815	3,8%	26,8%	
Provisions	10 681	10 997	12 410	13 354	15 289	15 043	15 892	14 782	15 369	4,0%	0,5%	
<b>Total encours brut</b>	<b>295 101</b>	<b>320 550</b>	<b>358 650</b>	<b>398 997</b>	<b>427 388</b>	<b>427 047</b>	<b>434 682</b>	<b>444 385</b>	<b>453 132</b>	<b>2,0%</b>	<b>6,0%</b>	
Taux de créances douteuses	5,0%	5,0%	5,3%	5,2%	5,4%	5,6%	5,7%	5,4%	5,5%	0,1 pt	0 pt	
Taux de provisionnement	73,0%	68,9%	65,6%	64,8%	65,7%	62,8%	64,3%	61,6%	62,1%	0,5 pt	-3,5 pt	

### Parts de marché des établissements installés localement



## Parts de marché des établissements installés localement

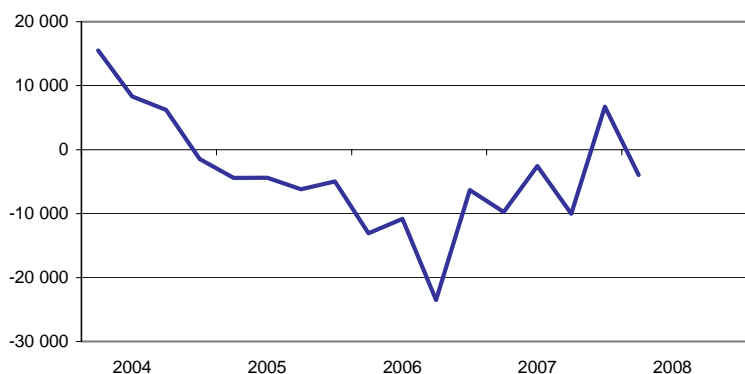


## 4. Le financement des crédits bancaires

### 4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>326 839</b>	<b>345 437</b>	<b>357 356</b>	<b>392 399</b>	<b>422 527</b>	<b>425 392</b>	<b>434 760</b>	<b>446 782</b>	<b>450 274</b>	<b>0,8%</b>	<b>6,6%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	291 987	320 550	346 108	379 089	408 286	412 918	419 929	429 326	435 616	1,5%	6,7%
Réserves obligatoires et libres	9 066	9 372	11 247	13 310	14 241	12 474	14 831	10 728	14 658	36,6%	2,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	25 785	15 515	0	0	0	0	0	6 728	0	<b>-100,0%</b>	
<b>Ressources</b>	<b>326 839</b>	<b>345 437</b>	<b>357 356</b>	<b>392 399</b>	<b>422 527</b>	<b>425 395</b>	<b>434 760</b>	<b>446 782</b>	<b>450 274</b>	<b>0,8%</b>	<b>6,6%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	275 166	289 894	297 067	309 226	339 087	343 929	346 402	365 299	365 341	0,0%	7,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	36 067	36 453	35 805	40 040	44 566	47 728	49 271	47 082	47 576	1,0%	6,8%
Excédent des opérations diverses des EC	12 001	13 907	13 884	23 098	24 077	25 167	25 507	29 796	30 927	3,8%	28,5%
Réescompte	3 605	5 184	6 159	6 962	5 052	6 004	3 544	4 605	2 465	-46,5%	-51,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	4 440	13 072	9 744	2 566	10 036	0	3 965		-59,3%

**Position extérieure nette (en millions de F. CFP)**

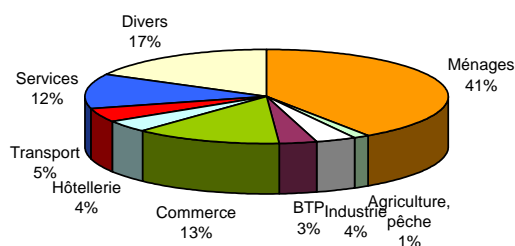


### 4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
<b>Cotation</b>											
Nombre d'entreprises cotées	2 009	4 152	4 276	4 474	4 887	4 745	5 136	5 242	4 392	-16,2%	-10,1%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 241	1 544	1 587	1 577	1 569	1 495	1 000	1 250	1 316	5,3%	-16,1%
Taux d'éligibilité	62%	37%	37%	35%	32%	32%	19%	24%	30%		
<b>Refinancement</b>	<b>5 085</b>	<b>6 289</b>	<b>7 653</b>	<b>6 962</b>	<b>6 378</b>	<b>6 004</b>	<b>3 544</b>	<b>4 605</b>	<b>5 173</b>	<b>12,3%</b>	<b>-18,9%</b>
Engagements à court terme	2 187	2 253	2 411	2 222	2 356	2 660	1 376	2 036	2 219	9,0%	-5,8%
Engagements à moyen terme	2 898	4 036	5 243	4 740	4 022	3 344	2 168	2 570	2 953	14,9%	-26,6%

## 5. Les engagements sectoriels

**Répartition des engagements par secteur**



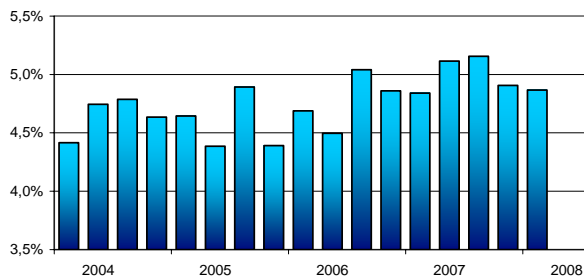
*NB : Le présent graphique est à apprécier avec précaution compte tenu du caractère partiel d'un certain nombre de déclarations collectées par le Service Central des Risques.*

## 6. Les indicateurs de vulnérabilité

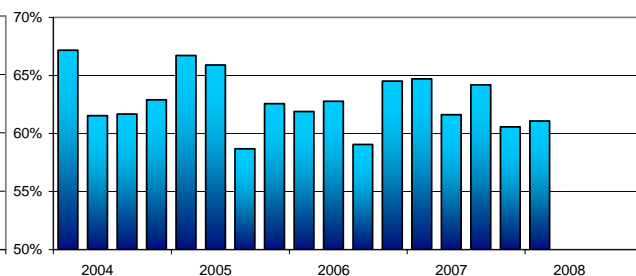
### 6.1 Les indicateurs globaux

#### Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses

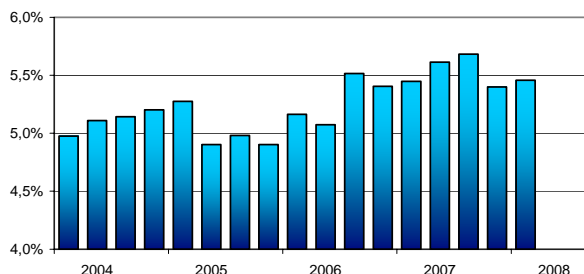


Taux de provisionnement

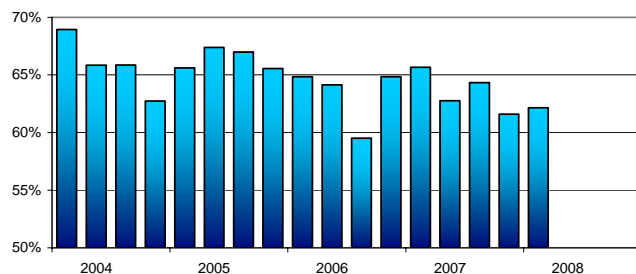


#### Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses



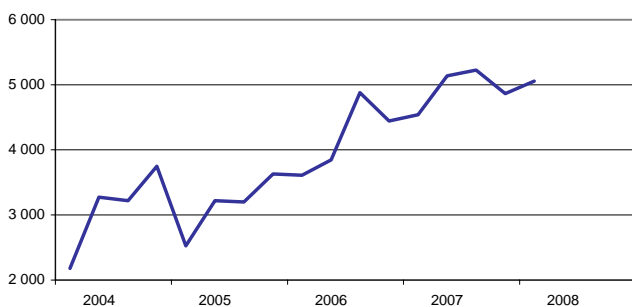
Taux de provisionnement



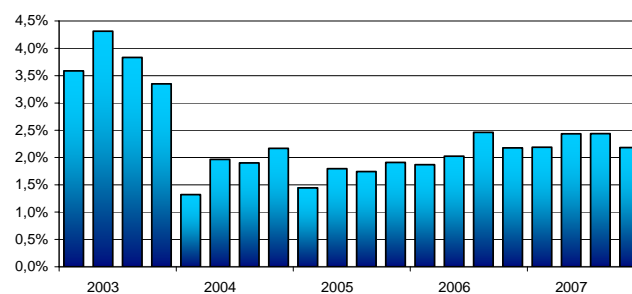
### 6.2 La vulnérabilité des ménages

#### Créances douteuses des ménages

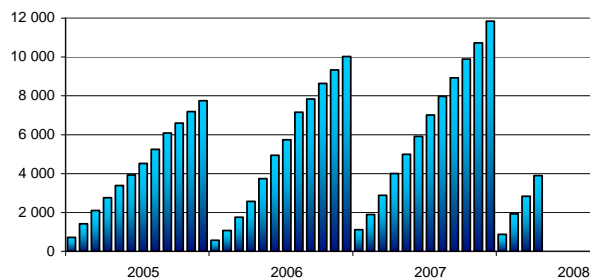
Encours (en millions de F. CFP)



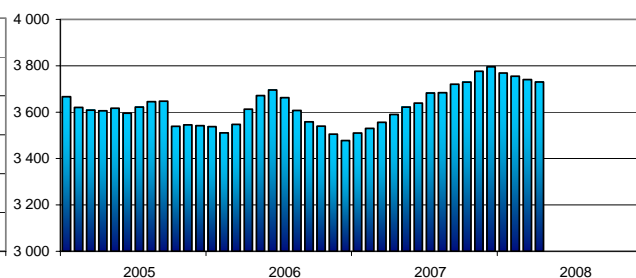
Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur chèques  
(Cumul infra-annuel du nombre d'incidents)

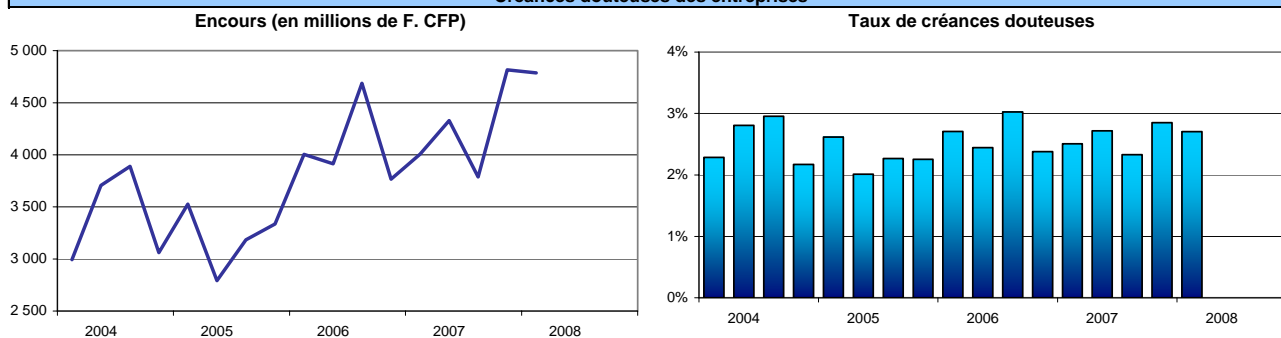


Personnes physiques interdites bancaires  
(Stock en fin de mois)



## 6.3 La vulnérabilité des entreprises

### Créances douteuses des entreprises



## 7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>2 605 286</b>	<b>2 813 993</b>	<b>2 808 981</b>	<b>3 016 273</b>	<b>3 046 561</b>	<b>3 063 770</b>	<b>3 132 669</b>	<b>3 348 216</b>	<b>3 090 543</b>	<b>-7,7%</b>	<b>1,4%</b>
Chèques	1 484 931	1 567 399	1 480 968	1 565 735	1 525 085	1 515 027	1 523 533	1 581 302	1 466 328	-7,3%	-3,9%
Virements	300 015	348 176	336 794	374 853	393 002	411 239	423 901	452 698	426 536	-5,8%	8,5%
Effets et avis de prélèvements	318 712	343 236	378 463	433 928	450 413	429 734	455 475	494 032	469 212	-5,0%	4,2%
Opérations monétiques	455 832	509 236	573 440	430 627	630 124	654 400	679 136	772 801	682 339	-11,7%	8,3%
Autres	45 796	45 946	39 316	211 130	47 937	53 370	50 624	47 383	46 128	-2,6%	-3,8%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>213 315</b>	<b>228 991</b>	<b>236 272</b>	<b>253 699</b>	<b>258 835</b>	<b>271 118</b>	<b>285 429</b>	<b>303 431</b>	<b>267 939</b>	<b>-11,7%</b>	<b>3,5%</b>
Chèques	115 824	118 992	116 917	127 988	127 312	128 882	138 925	140 130	123 677	-11,7%	-2,9%
Virements	81 098	92 641	94 037	102 603	108 922	118 705	123 644	138 323	120 740	-12,7%	10,8%
Effets et avis de prélèvements	9 689	11 117	12 481	13 799	14 628	14 051	14 408	15 592	15 320	-1,7%	4,7%
Opérations monétiques	4 227	4 587	10 943	4 670	5 849	7 008	6 470	7 446	6 250	-16,1%	6,8%
Autres	2 476	1 655	1 894	4 638	2 123	2 472	1 982	1 940	1 953	0,6%	-8,0%

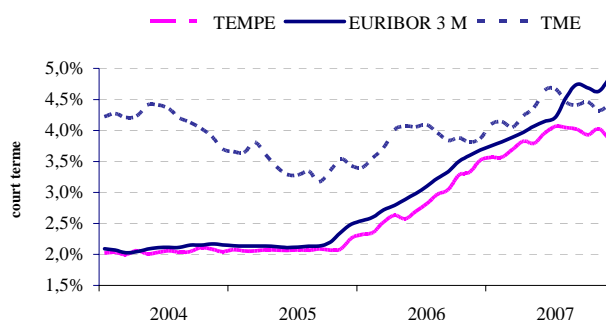
## 8. Rappel des taux

### 8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	2,00%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	3,00%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	5,00%
Taux de l'escompte de chèque	5,00%

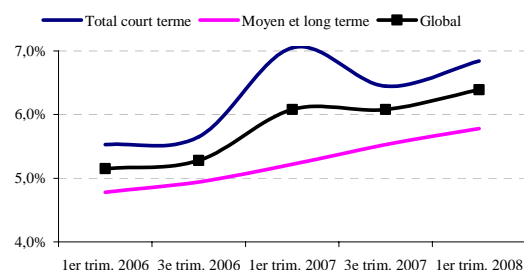
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2006 (JORF du 07/02/2006)	2,11%
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%

### 8.2 Les principaux taux de marché



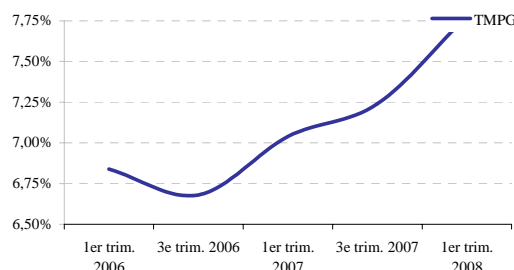
### 8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2006	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	Variation annuelle
Total court terme	5,53%	5,65%	7,05%	6,45%	6,84%	-21 pb
Moyen et long terme	4,78%	4,94%	5,22%	5,53%	5,78%	56 pb
Global	5,15%	5,28%	6,08%	6,08%	6,39%	31 pb



### 8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2006	3e trim. 2006	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,29%	5,14%	5,34%	5,52%	5,98%	64 pb
Prêts immobiliers relais	5,33%	5,56%	-	5,23%	5,99%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	13,78%	10,57%	14,58%	14,48%	11,80%	-278 pb
Découverts	9,02%	8,17%	9,30%	9,00%	9,34%	4 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,24%	7,52%	7,46%	7,74%	8,45%	99 pb
TMPG	6,84%	6,68%	7,04%	7,24%	7,78%	74 pb



### 8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

## Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	1er trim. 2007	2e trim. 2007	3e trim. 2007	4e trim. 2007	1er trim. 2008
<b>Prêts immobiliers</b>					
- Prêts à taux fixe	6,39%	6,41%	6,63%	7,14%	7,25%
- Prêts à taux variable	6,12%	6,53%	6,72%	7,05%	7,16%
- Prêts relais	6,21%	6,48%	6,53%	7,00%	7,25%
<b>Autres prêts</b>					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,76%	20,39%	20,49%	20,88%	20,60%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	19,07%	19,85%	19,80%	20,16%	20,48%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,44%	8,93%	9,04%	9,38%	9,60%
<b><i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<i>1er trim. 2007</i>	<i>2e trim. 2007</i>	<i>3e trim. 2007</i>	<i>4e trim. 2007</i>	<i>1er trim. 2008</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,48%	10,92%	11,49%	11,53%	11,39%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,51%	6,95%	7,51%	7,64%	7,39%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,76%	7,09%	7,33%	7,64%	7,73%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	14,19%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,83%	9,49%	9,72%	9,67%	9,84%
<b><i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i></b>	<i>1er trim. 2007</i>	<i>2e trim. 2007</i>	<i>3e trim. 2007</i>	<i>4e trim. 2007</i>	<i>1er trim. 2008</i>
Découverts en compte	14,19%	14,48%	14,61%	14,71%	14,29%



Directeur de la publication : Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : Jean-Pierre DERANCOURT  
Editeur : IEOM - Etablissement public  
Achevé d'imprimer le 11 juin 2008  
Dépôt légal : 11 juin 2008 - N° ISSN 0296-3108

\*\*\*\*\*

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

Agence de Polynésie française  
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE  
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503  
**Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**